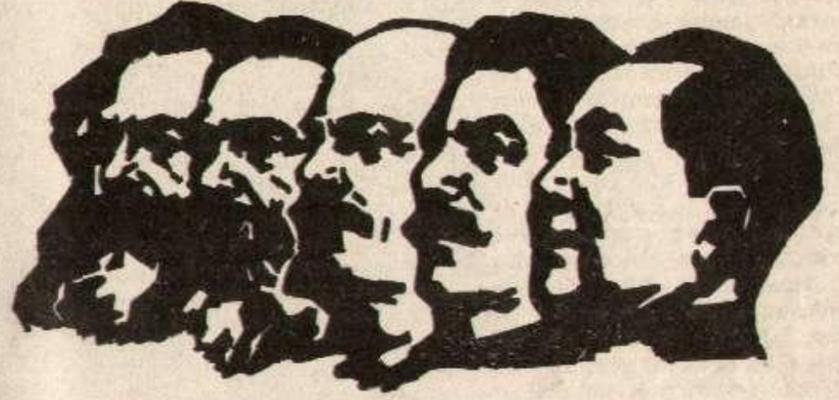


en suisse comme en u.r.s.s., soljenitsyne
restera un précieux auxiliaire des révision-
nistes soviétiques

pages 6-7

**front
rouge**

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste léniniste

N° 104

21 FEVRIER 1974 / CCP FRONT ROUGE 31.191.14 LA SOURCE / BP 464-75065 PARIS CEDEX 02

1,50 F

grève générale en martinique

2 manifestants assassinés par les c.r.s.

**HORS DE
MARTINIQUE
L'IMPERIALISME
FRANCAIS**



**manifestations paysannes, dans
toute la France, pour le relève-
ment des prix de production**

page 4



8 MILLIONS DEJA SOUSCRITS

CINQUIEME LISTE

Près d'un million et demi encore collecté cette semaine, pour soutenir notre journal. Nous remercions ici particulièrement les nombreux amis, abonnés ou lecteurs qui achètent le journal en kiosque, qui ont versé pour la 2ème fois à la souscription des 10 millions, afin que nous puissions la clore rapidement : ils montrent l'exemple. Nous remercions aussi nos camarades du Havre, de Besançon, de Bordeaux, de Lyon, de Vitry, de Massy, de Montceau..., qui ont dépassé les objectifs proposés, et qui poursuivent avec ténacité le travail de collecte. Eux aussi montrent l'exemple que doivent suivre sans tarder les camarades de toutes les villes.

C'est un peu plus de 2 millions qui nous manquent encore aujourd'hui. Il faut absolument les obtenir très rapidement. Notre campagne de souscription extraordinaire ne peut pas se prolonger indéfiniment. Nous devons passer à la réalisation des projets que nous avons annoncés à nos lecteurs, et pour lesquels ils nous ont soutenus : les 35000 exemplaires à mettre en kiosque, la refonte de la formule du journal sur laquelle nous reviendrons.

Camarades, encore un effort !

**POUR QUE
FRONT ROUGE
SOIT DANS
TOUS LES
KIOSQUES ET
DIFFUSE
LARGEMENT**

**POUR LA
NOUVELLE
FORMULE
DU JOURNAL**

M.N.D. Haubourdin.....	150,00	VENISSIEUX.....	460,00
D.C. Villefranche.....	30,00	MARSEILLE.....	198,50
THIONVILLE		RENNES.....	50,00
un lycéen.....	3,00	O.M. DIJON.....	50,00
un prof CET.....	10,00	CLERMONT FERRAND.....	190,00
une lycéenne.....	20,00	STRASBOURG.....	
un cheminot.....	50,00	un ouvrier français.....	53,50
ORLEANS.....	173,00	un ouvrier algérien.....	20,00
des lecteurs.....	35,00	un ouvrier des «DOM TOM».....	15,00
un marxiste-léniniste de Vierzon.....	10,00	AIX EN PROVENCE.....	120,00
BORDEAUX.....	1000,00	une laborantine ISLE SUR SORGUES.....	10,00
LE HAVRE		C.I.P. ISLE SUR SORGUE.....	102,00
souscription ouvrière.....	500,00	VILLEFRANCE.....	22,50
une ménagère.....	26,00	2 étudiants.....	20,00
un navigateur.....	5,00	un ouvrier ml.....	20,00
une ouvrière.....	5,00	un jeune ouvrier.....	15,00
un enseignant.....	10,00	un jeune ouvrier.....	100,00
un enseignant.....	550,00	des travailleurs immigrés.....	45,00
un élève marine marchande.....	50,00	une ouvrière.....	10,00
TOULOUSE.....	80,00	un militant.....	15,00
MACON.....	100,00	un écolier.....	6,00
GRENOBLE		LILLE.....	55,00
un jeune lycéen sur sa bourse.....	100,00	AMIENS.....	23,50
un militaire.....	10,00	DIJON.....	125,00
3 progressistes.....	30,00	REIMS.....	106,00
LONGWY.....	340,00	A.R. THIAIS.....	12,00
MONTPELLIER		MONTCEAU.....	63,00
un prof ML.....	100,00	un employé de banque.....	100,00
lecteurs de FR.....	45,00	AURILLAC.....	200,00
des étudiants.....	65,00	PERIGUEUX.....	100,00
une enseignante de Narbonne.....	20,00	ISSOIRE.....	40,00
MARTIGUES.....	25,00	PARIS FACULTES.....	522,00
BESANCON.....	387,50	GENNEVILLIERS.....	420,00
un lycéen.....	100,00	une ouvrière.....	10,00
soutien au cours d'une diffusion.....	12,50	VAULX EN VELIN.....	300,00
ROUBAIX.....	386,00	VENISSIEUX.....	150,00
LE MANS.....	50,00	VILLEURBANNE	
anonyme.....	10,00	un étudiant ml.....	100,00
P.H. ROUEN.....	90,00	un prof CET.....	200,00
B.M. CLAMART.....	90,00	DUNKERQUE.....	100,00
A.G. MARSEILLE.....	2,00	3 ouvriers d'usine.....	22,50
C.D. LYON.....	50,00	un travailleur immigré.....	15,00
NANCY.....	250,00	PARIS 18e.....	115,00
ROANNE.....	57,00	PARIS 19e.....	510,00
CAEN.....	406,10	un cariste.....	10,00
T.H. NANCY.....	30,00	des jeunes travailleurs.....	8,00
P.F. PARIS.....	50,00	PARIS 14e.....	130,00
D.M. ST DENIS.....	90,00	MASSY.....	160,00
V.C. MONTPELLIER.....	15,00	VILLENEUVE LE ROI.....	
J.M. MONTPELLIER.....	50,00	un ouvrier.....	20,00
LYON.....	550,00	VITRY.....	
des étudiants.....	550,00	une lycéenne.....	5,50
un ouvrier menuisier.....	30,00	un ouvrier.....	10,00
un prof.....	50,00	une lycéenne.....	10,00
un prof CES.....	20,00	un ouvrier.....	50,00
un prof.....	20,00	des intellectuels.....	190,00
un étudiant architecte.....	50,00	SARCELLES.....	100,00
un employé.....	10,00	NIMES.....	
Vaise.....	375,00	une infirmière.....	100,00
Lyon 8ème.....	50,00	TOTAL DE LA SEMAINE.....	13.960,10
des camarades anglais.....	20,00	TOTAL DEJA SOUSCRIT.....	65.423,05
Berliet.....	106,00	TOTAL.....	79.383,15
soutien recueilli à la librairie populaire.....	5,00		
un ouvrier bâtiment.....	170,00		
un plombier.....	20,00		
GIVORS.....	911,00		

La semaine dernière une ligne a sauté entre Paris 14ème et une ouvrière de Paris Rhone, Lyon 810 F dont 500 F d'une infirmière.

IL FAUT ENCORE 2 MILLIONS

POUR QUE FRONT ROUGE CONTINUE

JE VERSE :

10 F

50 F

100 F

envoyer avec la souscription correspondante à Front Rouge
B.P. 464- 75065 PARIS CEDEX 02

POUR QUE FRONT ROUGE CONTINUE

JE SOUSCRIS UN ABONNEMENT
DE SOUTIEN

Nom : Prénom :

Adresse :

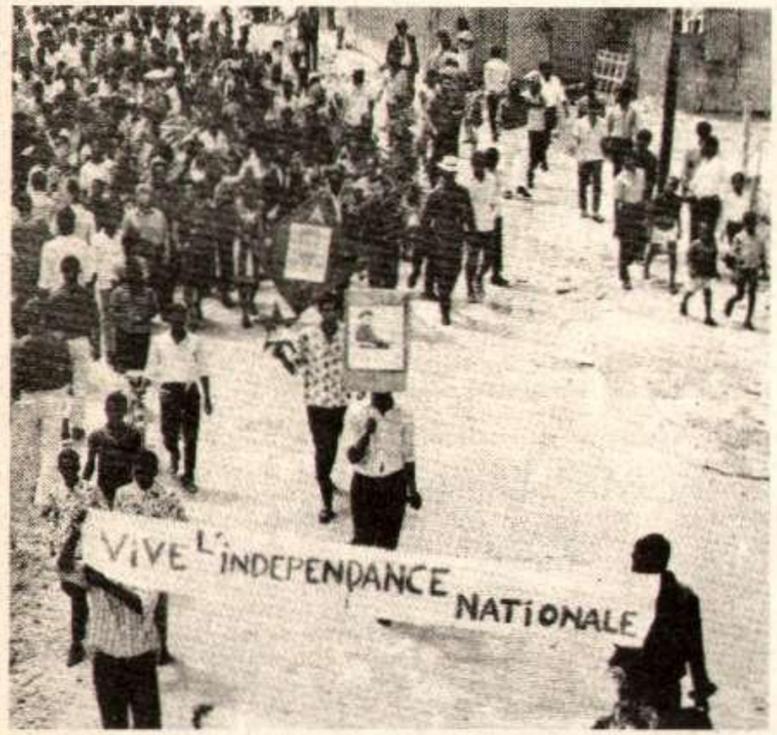
Profession :

1 an

150 f

éditorial

INDEPENDANCE POUR LA MARTINIQUE !



Depuis janvier le peuple martiniquais s'est levé comme un seul homme contre l'impérialisme français, la répression et la vie chère qu'il impose aux martiniquais. Ouvriers agricoles, ouvriers du bâtiment, dockers, lycéens, employés du journal «France-Antille», tous se sont mis en grève. Pour la première fois les ouvriers agricoles ont arrêté le travail en même temps dans toute l'île et ils se sont donnés leurs organisations de lutte. A la manifestation du 12 février à Fort de France ils ont organisé leur propre cortège sur leurs mots d'ordre. C'est une claquette de taille aux révisionnistes de la CGT martiniquaise qui ont refusé la parole aux grévistes de peur d'être débordés et déclarent qu'ils ne reconnaissent pas les manifestations de non-syndiqués. Du coup ils n'agissent même pas contre

l'odieux assassinat de plusieurs ouvriers agricoles. Le pouvoir colonial se sent menacé à la Martinique. La détermination des grévistes lui fait peur, d'autant plus que le dernier rempart sur lequel pouvait compter l'impérialisme : les révisionnistes et autres réformistes hostiles à l'indépendance totale de l'île, sort affaibli de ces luttes qui leur échappent. Alors le pouvoir colonial envoie la troupe. A Basse-Pointe un groupe d'ouvriers agricoles allait de case en case expliquer la grève. 2 blindés les encerclent, un hélicoptère lâche des gaz lacrymogènes et les légionnaires : les képis rouges tirent : 2 ouvriers tombent tués. Plusieurs sont blessés. Il n'y a pas d'issue pour le peuple martiniquais en dehors de l'indépendance nationale. Toutes les autres propositions, comme «l'autonomie», ne sont que des

leurres destinés à maintenir sous une autre forme la domination de l'impérialisme français et la présence des assassins dans l'île. Nous sommes solidaires de cette lutte du peuple martiniquais pour l'amélioration de ses conditions d'existence et son indépendance nationale, car lui et nous, travailleurs de FRANCE, nous avons le même ennemi : l'impérialisme français. LES MORTS DE BASSE-POINTE SERONT VENGES INDEPENDANCE POUR LA MARTINIQUE

INTERVIEW D'UN RESPONSABLE DE L'A.G.E.M. (association générale des étudiants martiniquais)

FRONT ROUGE - Comment la crise actuelle du système impérialiste frappe-t-elle la Martinique, colonie de l'impérialisme français ?
AGEM : Pour le peuple Martiniquais, la situation est très grave, il faut savoir en effet que la Martinique dépend entièrement de la France pour tout son ravitaillement. Les rares usines martiniquaises se ferment les unes après les autres, rachetées par des sociétés françaises qui épuisent le matériel. Quant aux békés descendants des premiers colons et anciens propriétaires des usines, ils se reconvertissement dans l'import-export, le tourisme, ou les supermarchés. A la fin de la guerre, il y avait 15 usines de transformation du sucre et du rhum ; aujourd'hui il n'y en a plus que 2. La principale richesse de l'île, le sucre, n'est même pas raffinée chez nous. En Martinique, la canne est transformée en sucre brut qui est envoyé en France (Nantes), et c'est du sucre raffiné en France qu'on nous renvoie. Nous devons alors payer ce sucre plus cher qu'en France ! Même les échanges directs avec la Guadeloupe sont interdits. Tout vient de France. C'est dire qu'avec la hausse des prix du transport le coût de la vie est assurément exorbitant en Martinique. Chez nous, le SMIC est 20% en dessous de celui de la France, de novembre 72 à décembre 73 il a été majoré de 19,3%. Et dans le même temps le coût de la vie faisait bien plus que doubler. Depuis janvier, le riz, qui est pourtant la nourriture de base, a augmenté de 150%. Tout ce riz est importé alors qu'il est possible d'en cultiver à la Martinique, qui a un climat tropical.
FR. Depuis le début de l'année de grandes grèves ont éclaté partout dans l'île.
AGEM : Cette hausse du coût de la vie est devenue insupportable ainsi que la main mise de l'impérialisme français sur toute l'île. Déjà depuis 3 mois les travailleurs du journal France-Antilles sont en grève. Ils exigent une convention collective, le retrait des cadres racistes, le droit de regard sur l'information et le droit d'utiliser le matériel de l'imprimerie pour le travail syndical, les élections des responsables

par secteurs, et différentes primes. Le patron du journal : HERSANT, député centriste de l'Oise et ancien FGDS a fait venir à la Martinique des employés des autres journaux qu'il possède en France. Malgré cela, le journal ne sort que 3 fois par semaine, et il faut l'aide des forces de l'ordre pour le vendre. Certains employés venus de FRANCE ont refusé d'être des briseurs de grève. Puis ce fut le tour des lycéens qui se sont mis en grève contre une augmentation de 20% du prix de l'internat. La grève est dirigée par les élèves organisés en comités de lutte, et le pouvoir colonial n'a pas hésité à envoyer les gardes mobiles armés investir le lycée de Trinité. Le 8 janvier les ouvriers du bâtiment entrent à leur tour en grève. Ils ont repris le travail après avoir obtenu 14% d'augmentation. Les dockers, eux, exigent une prime de 0,40 F par carton de bananes au delà de 600 par heure, une augmentation de 25% du salaire, et ils refusent tout licenciement. En effet, un grand nombre d'emplois sont supprimés par la mécanisation ou l'utilisation de containers. De nouveaux élévateurs au port ont supprimé le travail pour 300 ouvriers. Les dockers qui avaient repris le travail viennent de se remettre en grève par solidarité avec les ouvriers agricoles et ceci en dehors de toute consigne de la CGT. Enfin, depuis le 17 janvier, c'est au tour des ouvriers agricoles. Ils ont des conditions de travail déplorables. Des horaires illimités pour seulement 29 F par jour ; il arrive que des travailleurs n'aient pas plus de 10 et 11 ans. D'autres ont plus de 60 ans. Lorsque des avions larguent des insecticides dans les champs, les ouvriers doivent continuer à travailler. Il y a fréquemment des morts par intoxication, et des ouvriers gravement brûlés. De plus la mécanisation supprime des emplois. La grève a démarré au Lorrain dans le nord de l'île, où un béké avait licencié plus de 80 ouvriers, et peu à peu elle s'est étendue, à toute l'île, au Rober, à Trinité, Ste Marie, Marigot, Lamentin, le François, et ces derniers jours à Basse-Pointe, Rivière et St-Joseph. C'est la première fois qu'une grève des

ouvriers agricoles de la banane, de l'ananas et de l'aubergine s'étend simultanément à toutes les localités. Dans chaque localité les ouvriers se sont donnés un comité de grève et un représentant de chaque comité participe au Comité de Grève des Travailleurs Agricoles de la Martinique. Ces comités de grève sont totalement indépendants des syndicats comme la CGT. Les ouvriers agricoles ont à faire face à de multiples attaques. D'abord venant des békés, ont fait venir des travailleurs d'une petite île voisine ; Ste Lucie, néo-colonie anglaise, et les forcent à travailler sous la garde des légionnaires, les képis rouges. Mais les attaques viennent aussi d'ailleurs : lors de la manifestation du 12 février à Fort de France, la CGT Martiniquaise a refusé de donner la parole à Mme Cabrinol la représentante du Comité de Grève, et un dirigeant de la CGTM Lamou, avait traité dès le début de la grève, la revendication de 34,46F par jour de «revendication de vagabond» estimant qu'elle est trop élevée. Cette attitude rejoint la position traditionnelle de la CGT martiniquaise du parti communiste martiniquais. Ils n'ont jamais travaillé à organiser la lutte revendicative des ouvriers agricoles qui ont pourtant toujours fait preuve d'une grande volonté de lutter et qui occupent le secteur principal de l'activité économique martiniquaise. Le développement du mouvement des ouvriers agricoles aujourd'hui est un coup grave pour la CGT et le parti communiste qui freinent la lutte du peuple pour sa libération. Autre sabotage : celui des opportunistes du GRS (Groupement de la Révolution Socialiste), qui, contrairement aux affirmations de «Monde», ou d'autres journaux, ne sont pour rien dans le développement de la lutte. Le GRS a essayé d'entraver l'action des comités de grève notamment avec des revendications différentes, par démagogie, telles que 50F par jour.
FR. 2 ouvriers agricoles grévistes viennent d'être assassinés. La répression est donc particulièrement féroce.

AGEM : depuis le début de la grève, les champs de bananiers sont quadrillés par les gardes mobiles en tenue de combat, le doigt sur la gachette. Et de longue date la Martinique ressemble à un vaste camp militaire. Des camps il y en a partout. Entre Lamentin et Fort de France, par exemple, on a rasé des champs de cannes pour y aménager un camp militaire (Favoritel). Fort de France est entouré de collines et sur celles-ci il y a des camps (Gerbault, Tartenson, Dessaix) et une gendarmerie (Redoute). En plus, de nombreux terrains en friche (10% de l'île ou plus) sont tenus en réserve par l'armée. L'aéroport de Lamentin vient d'être agrandi pour que les troupes puissent venir plus facilement de Guyane ou de France ; les travaux ont été effectués par la compagnie SHAB, où Mme Pompidou est actionnaire. En ce moment des renforts de troupes arrivent tous les jours : vendredi c'est encore 150 hommes que Stasi secrétaire d'Etat pour les soi-disant «DOM-TOM» vient d'envoyer.
FR. Comment va se développer la lutte ?
AGEM : nous pensons en temps qu'AGEM que l'objectif pour le peuple martiniquais c'est résoudre la contradiction entre l'impérialisme français et le peuple martiniquais, et cette résolution ne peut prendre que la forme de l'indépendance nationale. La lutte actuelle par son ampleur, sa détermination, met en cause la domination impérialiste elle-même. Le peuple martiniquais serait-il vraiment libre avec une «autonomie» qui admet entre autres le maintien des troupes de l'impérialisme français sur notre sol national ? Pour nous à l'AGEM, un des critères de l'indépendance nationale authentique c'est le départ de toutes les troupes étrangères. Quant à ceux qui prônent la révolution socialiste aujourd'hui ils trompent le peuple martiniquais en masquant son ennemi principal à l'étape actuelle : l'impérialisme L'AGEM lance un appel au peuple de France. Nous disons : ceux qui oppriment le peuple martiniquais sont les mêmes que ceux qui oppriment le peuple de France ; apportez nous votre soutien à la fois matériel et politique.

IL FAUT SAUVER PUIG ANTICH

PUIG ANTICH risque d'être assassiné par les bourreaux franquistes ! La condamnation à mort est confirmée par la cour suprême de justice militaire. Le nom de Puig Antich ne doit pas s'ajouter à la longue liste des martyrs du peuple espagnol massacrés par Franco. Le sanguinaire Franco doit être contraint, par de multiples actions de solidarité à signer la grâce de Salvador Puig Antich. L'acharnement de la clique Franco-Arias Navaro contre Salvador Puig Antich a pour origine la peur du mouvement des masses. Depuis le début de 1973, de grandes grèves se sont développées dont les plus importantes ont été les grèves des mineurs des Asturies, les grèves de Navarre dans la région de Pampelune, les grèves des ouvriers du bâtiment à Madrid. L'exécution du bourreau Carrero Blanco a jeté la clique fasciste dans le plus grand désarroi. La création du FRAP va permettre d'organiser de manière encore plus vigoureuse la lutte contre le fascisme. La terreur est la réponse des fascistes. Mais elle est impuissante à stopper le mouvement révolutionnaire des masses. La haine se renforce, la lutte gagne en ampleur. Comme pour le procès de Burgos en 1970, les travailleurs doivent se mobiliser pour tirer Puig Antich des griffes du bourreau. Il faut répondre aujourd'hui à l'appel adressé par le FRAP pour le soutien le plus vigoureux. Arracher Puig Antich des griffes du bourreau, c'est défendre les centaines de révolutionnaires emprisonnés, torturés, assassinés, comme le camarade Cypriano MARTOS, assassiné sous la torture le 16 septembre 1973. FRANCO ASSASSIN, POMPIDOU COMPLICE ! VIE SAUVE POUR PUIG ANTICH ! LIBERTE POUR TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES

CONTRE LA VIE CHERE CONTRE LE CHOMAGE

lip: statut unique, formation à palente

Depuis la signature des accords de Dôle, diverses réunions ont eu lieu entre les travailleurs de Lip, la confédération, l'inspection du travail, l'inspection académique et des représentants du gouvernement.

Dans ces différents contacts, les Lip se trouvent confrontés aux tentatives de manœuvre de la bourgeoisie en ce qui concerne le statut des travailleurs qui doivent être en formation le 1er Mars, ainsi que sur le programme et le lieu de cette formation.

— Pour l'Inspection du Travail, 205 travailleurs auraient le statut UNEDIC et 155 celui de l'Etat (FNE), 180 étant déjà en stage. La bourgeoisie explique cette différence par le fait que 205 travailleurs avaient pris entre le 13 octobre et le 13 décembre, une option pour des stages de formation en s'inscrivant au chômage, dépendant ainsi de l'UNEDIC. La réaction de la section CFDT et de l'A.G. a été de demander un statut unique offrant les avantages des statuts existants.

— L'accord de Dôle prévoit que le programme des stages sera établi en fonction des besoins de la nouvelle entreprise et des aspirations des bénéficiaires.

Alors pourquoi aujourd'hui différents organismes de la bourgeoisie proposent-ils une formation au fort de Brégille ou à la rue Violet, où il ne peut y avoir aucune formation technique ?

Pourquoi se creuser la tête pour savoir où l'on va être formé disent les travailleurs : la seule formation qui ne soit pas bidon et qui nous garantisse notre emploi à Palente doit justement se faire à Lip-Palente. Là, tout l'équipement est sur place, et il n'y a plus de problèmes de locaux, de restaurant et de transport. Statut unique ! Formation à Palente !

Enfin, quelques traîtres notoires continuent leurs pratiques de démolition : Caillard, valet d'Arbel à la rue Violet, ainsi que quelques chefs, Lann, Angy, Holet, adhérents du P.C.F., tendent de semer la confusion parmi les ouvriers qui travaillent actuellement rue Violet en disant : « A la rue Violet on est bien, pourquoi retourner à Palente ? ».

Tristes laquais du triste sire Arbel qui ne désarme pas non plus : il vient d'annoncer par des déclarations à la presse qu'il n'a pas l'intention de rester dans le holding, et qu'il a d'ailleurs pris auprès de la municipalité socialiste un engagement de construction sur la zone industrielle !

Devant toutes ces pressions, les travailleurs restent vigilants et maintiennent leur cohésion.

fos CFEM: 3ème semaine de grève pour les salaires

A la CFEM, les ouvriers, à l'appel des syndicalistes révolutionnaires, du conseil syndical CGT de l'usine, en sont à la 3ème semaine d'une grève perlée de 2 h par jour pour obtenir des augmentations de salaire. La direction multiplie les pressions contre eux :

— elle a fait afficher puis envoyer à chaque gréviste une note décrétant la grève illégale : « si le droit de grève est total en France, il doit être exercé dans des conditions normales. Or les arrêts de travail auxquels vous participez actuellement tendent à la désorganisation systématique de la bonne marche de l'entreprise et constituent donc un procédé illégal du droit de grève : c'est à dire une faute grave pouvant éventuellement justifier la rupture du contrat de travail aux torts et griefs de l'ouvrier gréviste ».

— elle est allée trouver le maire révisionniste de Port-St-Louis pour faire pression sur la section CGT de l'entreprise par l'intermédiaire des révisionnistes de l'usine.

— elle a tenté maintes provocations : engueulade d'ouvriers : 1/4 d'heure ôtée aux ouvriers allant boire un café pendant le travail.

— elle essaye d'en profiter pour faire passer des mesures d'organisation capitaliste du travail de manières à serrer la vis : un bon pour aller se doucher, un bon pour aller boire un café.

Les révisionnistes, sur ces deux derniers points, ont appelé à ne pas riposter, et à « laisser faire ». Les syndicalistes révolutionnaires se sont opposés à ce point de vue, ont dénoncé les provocations de la bourgeoisie et les mesures destinées à intensifier encore l'exploitation capitaliste. La lutte continue.

Correspondant CFEM.

meudon hurel-dubois: les flics occupent l'usine

Chez Hurel-Dubois, la bourgeoisie a envoyé ses flics contre les ouvriers qui occupaient leur usine depuis le 1er février. Dans cette usine aéronautique en partie sous-traitée de Dassault, 250 postes de travail ont été supprimés en 18 mois alors que l'usine avait 500 millions de profits en 1972. Les ouvriers inquiets ont déclenché leur grève pour avoir des garanties de salaire. Le patron a immédiatement traduit en rétéré 7 militants auxquels il veut faire verser 100 F par jour d'occupation. Le tribunal lui a obéi en envoyant les flics samedi 16 février.

giscard à la télévision: BEAU PARLEUR, MAUVAIS PAYEUR

Jeudi soir, Giscard d'Estaing faisait un «commentaire mensuels». Détendu crayon en main, il s'est livré à de belles démonstrations pour rassurer les Français ; en un mot : certes il y a des problèmes, le chômage s'accroît, les prix augmentent... mais, au fond, tout ne va pas si mal, d'ailleurs comparez avec nos voisins !

Pas si mal ? Que valent ces «démonstrations» en face de la réalité que nous subissons tous les jours ? — D'après le ministre, depuis la décision du gouvernement le 19 janvier de faire flotter le franc, celui-ci n'aurait baissé que de 0,3%. Mais ce résultat n'est obtenu qu'en comparant la valeur du franc avec celle du dollar : or le dollar après une vigoureuse remontée à lui-même baissé, notamment début février, par rapport à toutes les autres monnaies. Par contre si l'on compare le franc par exemple avec le Deutschmark monnaie de notre principal partenaire commercial, on voit que le franc a subi une décade de 4% !

Les conséquences : renchérissement des produits importés, biens de consommation ou biens d'équipements, donc nouvelles hausses de prix pour les masses populaires en France. C'est ce que cherche à masquer Giscard en parlant d'une baisse de valeur du franc limitée à 0,3%. Cette dévaluation du franc doit servir aussi à vendre moins cher à l'étranger donc à accroître les exportations françaises.

— Giscard nous invite à pousser un oh ! d'admiration devant le développement de notre commerce : «extraordinaire» dit-il. Il chiffre l'augmentation des exportations à 38% en 73. Un tel accroissement sous-entend selon le gouvernement que la production industrielle a des débouchés assurés et que l'emploi n'est donc pas tellement menacé. En réalité le chiffre de 38% donné par Giscard concerne LA VALEUR EN FRANCS de nos exportations dont l'augmentation s'explique pour une part par la hausse des prix sur le marché extérieur, qui a précédé la décision de flottement du franc. En réalité l'augmentation des exportations est inférieure au chiffre de 38% (dans le journal «Le Monde», des experts bourgeois estiment que le volume de

nos ventes n'a progressé que de 6% en 73 contre 15% en 72). Giscard voudrait ainsi passer sous silence la crise de surproduction qui affecte l'ensemble du monde capitaliste.

— Les difficultés accrues pour l'écoulement de leurs marchandises sur le marché étranger, par les capitalistes français qui ont largement mis sur la production donc un chômage accru. Giscard lui-même admet ce résultat : «augmentation sensible du chômage» a-t-il déclaré dans son exposé, «mais» — c'est l'argument choc du ministre «qui néanmoins maintient le nombre de chômeurs secourus dans une proportion modérée lorsqu'on pense à ce que l'on observe chez un certain nombre de pays voisins».

certes pour vous travailleurs de France l'avenir est sombre ; mais regardez dans certains autres pays capitalistes, c'est encore pire ! Et pour appuyer la force de ce raisonnement, Giscard obtient une

chômeurs réels. Les statistiques du ministère du travail, qui oublient de nombreux chômeurs (par exemple les femmes mariées à la recherche d'un travail après avoir abandonné leur emploi pendant un temps pour élever leurs enfants, les jeunes à la recherche d'un premier emploi), évaluent en janvier à 430.000 les demandes d'emploi non satisfaites, leur nombre s'étant accru de près de 10% en un an, toujours selon les chiffres officiels.

— Dans son «commentaire», un domaine où Giscard d'Estaing a tenu particulièrement à avoir le ton de la sincérité, c'est celui des prix : «une hausse très forte en janvier et février : 3%» annonce-t-il. Habilement il entend se mettre à la portée du «proportion modérée» en ne reconnaissant que 7000 chômeurs supplémentaires en janvier : «chômeurs secourus ; ce qui ne représente qu'une fraction des télé-spectateurs : vous avez l'impression vérifiables que

l'augmentation est beaucoup plus forte que les chiffres officiels de la hausse - mais il faut savoir que lorsqu'on parle des prix à la consommation on parle... non seulement des produits, qu'on achète tous les jours, mais aussi des produits qu'on achète... plus rarement...

Le ministre des finances entendait répondre ainsi aux accusations de trucage concernant l'indice officiel des prix. Pourtant ces accusations ne sont guère contestables comme viennent de le rappeler publiquement dans un document des employés CGT et CFDT de l'INSEE (Front Rouge reviendra en détails prochainement sur ce document révélateur).

L'exposé de Giscard d'Estaing ne peut tronquer la réalité : la baisse du niveau de vie des masses qui s'accroît. Une baisse avouée : sur RTL samedi, Giscard interrogé sur les impôts indiquait tout de go que ses récentes mesures fiscales étaient destinées à «ralentir la consommation».

laval: 39 ouvriers immigrés en lutte pour le logement et les papiers

Les 39 ouvriers turcs et pakistanais de l'entreprise Desguenne & Gival à Louverné près de Laval en ont eu assez d'être traités comme des esclaves et sont entrés en grève après avoir pu prendre contact avec la CFDT (voir FR 103). Malgré la politique de division du patron et les difficultés dues aux différentes langues, la détermination et la combativité de ces 39 travailleurs leur ont permis de déjouer différentes manœuvres de la bourgeoisie :

— tout d'abord, celle du préfet qui, après le déclenchement de la grève a déclaré insalubres les taudis où vivaient les travailleurs (application du décret Gorse) avec l'obligation pour le patron de reloger les travailleurs. Mais celui-ci, sous prétexte qu'il n'y avait pas de place dans les hôtels (ce qui, vérification faite s'est avéré complètement faux) n'a absolument rien fait. En réalité, préfet et patron voulaient se débarrasser des travailleurs afin qu'ils se dispersent aux quatre coins et briser la grève. Les wagons désaffectés et les «Algecos» qui leur servaient de logement ont donc bien disparu de Louverné, mais les travailleurs n'ont pas été relogés, si bien que plutôt que se disperser, ils ont dormi deux nuits à la belle étoile.

— La municipalité «socialiste» de Laval a alors, «par grandeur d'âme» proposé de reloger la moitié des grévistes, ce qui était une autre manière de les disperser. Les travailleurs ont refusé : «tous ensemble ou personne», telle

était leur exigence. La municipalité a dû céder : elle reloger aujourd'hui les 39 travailleurs.

Ceux-ci ont déjà obtenus : * la régularisation (contrats de travail pour 10 d'entre eux) Mais il en reste 12 qui ne sont pas régularisés. Là encore le patron tente de diviser les grévistes et les intimider en envoyant 12 lettres de licenciement.

* un salaire horaire de 6,15 F (ce qui correspond au salaire horaire des conventions collectives de la branche).

Mais les ouvriers réclament 6,50 F.

* Le remboursement des frais de visite médicale à l'ONI (500 F pour les turcs, 300 F pour les pakistanais)

* Le remboursement des frais de déplacement pour plusieurs d'entre eux.

* Des gants pour le chantier de démontage, mais les ouvriers exigent en plus des vêtements d'hiver.

La lutte continue avec pour premier objectif l'obtention de papiers pour tous. Mais certains se posent la question : «quelle garantie avons-nous que le patron nous réembauchera à la fin du contrat d'un an ?» C'est là tout le problème de la circulaire Fontanet et des contrats à durée limitée qui asservissent les ouvriers immigrés.

Il faut souligner enfin qu'il existe dans l'entreprise une section syndicale CGT qui a des délégués. Celle-ci ne s'est pas encore manifestée... et pour cause : certains chefs hais par les ouvriers en grève sont délégués !

le 10 février. Corr Laval.

POUR DES CONDITIONS DE LOGEMENT ET DES LOYERS DECENTS

thionville : un ouvrier asphyxié dans son logement

Vendredi 1er février, Serge Serverella, cheminot CGT de la gare de Hayange est mort, assassiné par le Capital. Il est victime des conditions dégueulasses dans lesquelles la SNCF fait volontairement vivre les cheminots dans des cités, style citées d'urgence de 1948.

Dans les appartements de ces cités, sous prétexte qu'il n'y a pas de crédits, les prises électriques sont à nu, des tuyaux de gaz passent derrière des mazouts en marche, il n'y a ni aération, ni de bouche conforme pour des chauffe-eau d'ailleurs impropres à assurer l'eau chaude à une salle de bain sans risque. C'est un de ces chauffe-eau qui a asphyxié Serge Serverella. Et ces logements, les cheminots les payent : 270 à 320 F pour un F3/4 plus 85 F de charges.

Un appel commun est lancé pour une manifestation le 8 février. Présents pour les distributions, la préparation et l'encadrement de la manifestation, les syndicalistes révolutionnaires cheminots CGT et CFDT ont imposé leurs mots d'ordre avec le soutien des militants CGT et CFDT. Une centaine de personnes ont manifesté de la demeure de la victime au district SNCF en scandant : «Des crédits pour notre sécurité», «en travail, en cité, nous voulons la sécurité», «blocage des charges et des loyers», «les patrons doivent payer», «Capital assassin». Pendant que des travailleurs et leurs femmes montaient en groupe demander des comptes au chef de district et déposer la pétition-cahier de revendications, de brèves interventions accusèrent les capitalistes et appelèrent à la poursuite de la lutte et la création dans chaque cité d'un comité de défense des locataires. Pour les cheminots du secteur qui n'ont à aucun moment de l'action entendu parler du «programme commun» ou de l'«autogestion», les syndicalistes révolutionnaires et leurs objectifs sont encore plus crédibles. Un mort ça suffit ! Nous ne ferons pas les frais de leur crise !

grève des loyers au foyer de beaulieu...

Depuis le début du mois de février, les locataires du foyer AMAT de Beaulieu près de Sochaux, font la grève des loyers : le 1er janvier, l'AMAT a décidé une augmentation des loyers sur tous les foyers répartis dans la région de Sochaux-Montbéliard.

A Beaulieu, au grand foyer, le loyer pour une chambre à un lit va passer de 180 F à 200 F par mois. Dans un foyer plus petit, le lit dans une chambre minuscule à 2 places coûte 140 F. Dans ces foyers très rentables (bien que l'AMAT soit classée comme association à but non lucratif) les travailleurs ont d'autres difficultés : venus de partout, du Sénégal comme des Vosges en passant par les Landes et le Maroc, ils se retrouvent ici complètement isolés coupés de tout lien autre que l'usine, la télé, quelques bistrot.

La bourgeoisie les stocke dans ces foyers, ne les reconnaît pas comme locataires, et ne leur donne aucune des libertés élémentaires.

...et dans un quartier de caen

— Arrêt immédiat de la hausse des charges (charges locatives, charges collectives) sur le chauffage et les autres taxes).

— maintien de la température minimum dans les appartements y compris la nuit (20°)

— blocage des charges excluant tout rappel.

— refus des rappels des années 70-71, 71-72, 72-73, 73-74, 74-75.

Voilà des revendications qui ont été adoptées à l'Assemblée générale du 1er février, qui a eu lieu au centre social (il y avait 60 personnes).

Nous avons appelé à cette A.G. car nous pensons qu'il est grand temps de s'organiser.

— Est-il possible de vivre par exemple avec un loyer allant jusqu'à 40% du salaire, quand le père gagne 1.000 F tout juste ?

Les travailleurs de ces foyers n'en sont pas à leur première lutte : en Mai 72, en occupant un foyer menacé de destruction, ils avaient imposé la création d'un nouveau foyer. En Avril 73, ils mènent la lutte pour le logement correct de tous, pour ne plus dormir dans les usines ou les couloirs du foyer.

C'est en janvier 74 dans un foyer de Montbéliard que se déclenche la grève des loyers. Elle s'étend vite à Beaulieu où les locataires organisés en comité de résidents des foyers AMAT font la grève à 75%. L'argent a été versé sur un compte bloqué sous contrôle d'un huissier. Maintenant, ils prennent en main le renforcement de leur lutte sur les foyers pour faire échec au travail de sape entreprise par certains.

Non aux augmentations de loyer ! Pas de loyer à plus de 10% du salaire ! Statut de locataires pour les résidents !

Correspondant.

LES PAYSANS EN LUTTE CONTRE LA SPECULATION SUR LA VIANDE

GRANDES LUTTES PAYSANNES CONTRE LA SPECULATION SUR LA VIANDE

Des milliers de paysans ont manifesté en Bretagne et dans l'Est. A Fouquier, à la fin d'une manifestation, plusieurs centaines d'entre eux ont envahi la cour de la sous-préfecture après avoir détruit le mur d'enceinte. A Strasbourg, 15000 paysans ont envahi la maison de l'Europe.

Ces manifestations violentes ont pour origine deux raisons :

— La baisse des prix de la viande à la production. Ainsi un producteur de Limoges vendait le veau à 8,50 F le kilo en 1972, il le vend 6,50 F le kilo en 1973.

— La concurrence entre les pays impérialistes du Marché Commun dont les paysans font les frais. A Strasbourg, c'est la maison de l'Europe qui est occupée, les paysans du Doubs ont saisi 20 tonnes de viande provenant d'Allemagne, qu'ils ont détruit en répandant dessus du fuel et de l'huile de vidange.

En multipliant les ventes «sauvages» directement du producteur au consommateur, les paysans apportent la preuve qu'ils ne sont pas

responsables de la hausse des prix. Ainsi, pour que le kilo de viande abatte rapporte 10 F au producteur, les manifestants ont vendu le kilo de beefsteak à 24 F au lieu de 32 F environ, le pot au feu à 6 F au lieu de 9 F ; 10 F est le minimum pour que le paysan puisse faire face à ses frais. Or il reçoit aujourd'hui 8,50 F pour le kilo de viande soit 15% de moins que le nécessaire alors que le pot au feu est vendu 30% plus cher que les prix pratiqués par les paysans de Besançon.

Au total, c'est près de la moitié du prix de vente de la viande (45%) qui est empoché par les intermédiaires et des capitalistes agraires au détriment des petits paysans et des ouvriers. La crise de la viande trouve son origine dans la politique menée par la bourgeoisie française, Ainsi, Chirac, à Bruxelles, a accepté une augmentation des prix à la production limitée à 5% alors que les paysans réclamaient au moins 12,5% d'augmentation ! A la veille de nouvelles tractations entre les pays européens à propos des prix agricoles, les paysans montrent leur ferme opposition à payer les frais de la spéculation faite sur leur dos et sur le dos des ouvriers.

besancon: vente directe de viande par les paysans

Vendredi matin, les paysans du Doubs ont organisé à Besançon une vente directe de viande. La veille dans la nuit une cinquantaine de jeunes paysans arrêtent un camion de viande d'importation à Baumes-les-Dames. Les scellés de la douane sont brisés et 20 tonnes et demie de viande de bœuf sont arrosées d'huiles de vidange et gas oil.

«Premier avertissement» annonçait un tract laissé sur place par les jeunes agriculteurs. A la suite de cette action, la police devait arrêter 3 paysans ; la nouvelle connue, plus de 60 paysans se rassemblaient spontanément devant la gendarmerie de Baumes-les-Dames et obtenaient non sans mal leur libération quelques heures plus tard.

«Pour les actions ?» Pour les agriculteurs, la crise de la viande est voulue par les spéculateurs. Devant la pénurie de viande dont les premiers symptômes se faisaient déjà sentir, les gouvernements d'Europe avaient demandé aux éleveurs d'intensifier leurs efforts vers les races bovines non laitières. Or, dans le même temps où les agriculteurs investissaient en vue de cette politique, la France faisait voter à Bruxelles la clause de pénurie qui ouvrait les frontières de l'Europe aux importations massives ; depuis, les cours se sont effondrés, la viande de bœuf qui avait atteint 12 F le kilo l'an passé est retombée à 8,50 F. Les veaux de boucherie âgés de 8 jours se

vendaient 600 F, on les commercialise péniblement aujourd'hui à 300 F. Dans le même temps, les charges des éleveurs augmentaient de 30%. A titre d'exemple, les comptes de gestion d'un éleveur spécialisé dans l'élevage de jeunes taureaux indiquent 150 F de perte par animal compte tenu de la main d'œuvre et 250 F pour un éleveur de veaux.

«Nous estimons que cette situation n'est pas due à la conjoncture» affirme le CDJA «mais à une spéculation sur la viande entretenue par des gens à qui profite cette crise artificiellement créée. C'est pourquoi nous réclamons des prix minimum garantis qui soient fixés chaque année selon l'évolution des prix de production. De plus nous réclamons que cessent immédiatement les importations massives de viande bovine». Enfin, les paysans ont mis en garde les consommateurs et le gouvernement : la situation qui leur est faite selon eux ne manquera pas de mener à une grave pénurie à brève échéance.

Ils ne se laisseront pas prendre une nouvelle fois aux instigations du gouvernement qui les pousse à s'endetter pour produire des marchandises dont les cours s'effondrent brutalement. C'est pourquoi ils prônent les actions de «commando» et les actions de popularisation pour mettre en échec la politique du gouvernement.

cavaillon: nouvelle agression raciste

Le dimanche 10 février des travailleurs immigrés ont été victimes d'attaques racistes à Cavaillon. Déjà le samedi soir, à la sortie du cinéma, un groupe d'une trentaine de nerfis à moto avaient pris à partie un travailleur algérien, rendu responsable de la crise pétrolière qui affecte les pays impérialistes. Le dimanche, vers 19 h, c'est environ à 70, équipés et organisés, qu'ils se sont mis à ratonner, d'abord dans le centre de la ville, puis sur la route qui mène au foyer Sonacotra. Avec brutalité et lâcheté ils ont frappé à coups de manches de pioches, de chaînes de vélo et de tronçonneuses ; ils ont même frappé un travailleur immigré qui avait la jambe cassée, avec la canne dont il se servait pour marcher ; au total 12 blessés, dont 5 assez grièvement. La police, venue sur les lieux, s'est contentée de regarder, se montrant ainsi directement complice des agresseurs.

Le lundi les travailleurs immigrés ne sont pas allés au travail, car il ne s'agit pas de la première manifestation de racisme à Cavaillon ; dans cette région du Vaucluse où gros expéditeurs de fruits et légumes et propriétaires terriens font leur loi, les travailleurs immigrés sont soumis à une exploitation et à un racisme virulents et sans borne. C'est chaque jour que les immigrés sont soumis aux insultes, qu'on leur ferme systématiquement l'accès aux bars et même aux magasins ; déjà le CIP de l'Isle s/Sorgue avait riposté à une agression raciste le 14 juillet 1973 ; l'an dernier deux immigrés avaient été agressés et jetés dans un canal.

Face aux événements et à la colère des

travailleurs la bourgeoisie a réparti le travail : mentant sciemment, les journaux réactionnaires Le Méridional et le Provençal ont titré sur «les algériens munis de rasoirs et de bâtons venus attaquer un groupe d'européens», les révisionnistes et les délégués des consuls se chargent de leur côté de tromper les travailleurs ; en doutant du caractère raciste de l'agression, faisant croire que le racisme n'existe pas, le P.C.F. s'est employé à empêcher la mobilisation des travailleurs, aidé par les délégués des consuls qui, pris de peur devant la colère des ouvriers, se sont empressés de déclarer que le lundi il ne s'agissait pas d'une grève et ont tout fait pour que le travail reprenne le mardi. Quant au commissaire de 5 assez grièvement. Celle-ci ne s'est pas promettre au travailleurs de s'occuper de l'affaire, ceux-ci savent en fait à quoi s'en tenir car ils le connaissent pour son racisme et ils ont vu l'attitude de la police lors des incidents de dimanche soir.

Aussitôt, le CIP de l'Isle s/Sorgue, qui a toujours été aux côtés des travailleurs dans leur lutte contre l'impérialisme, s'est mobilisé et a préparé la riposte : affiches dénonçant l'agression à l'Isle s/Sorgue et près du foyer Sonacotra de Cavaillon, réunions avec les travailleurs du foyer, bombages près des lieux de l'agression, articles envoyés aux journaux bourgeois.

Halte aux agressions racistes ! A bas les flics complices des racistes ! Vive l'unité de la classe ouvrière de France

Marseille 14 Février 1974



SOLJENITSYNE UN «OPPOSANT» BIEN UTILE AUX REVISIONNISTES SOVIETIQUES

L'expulsion de Soljenitsyne d'URSS met provisoirement un terme à plus de vingt années d'agissements largement publics de cet individu en territoire soviétique. Au moment où toute la presse réactionnaire en France le présente comme la victime des dirigeants soviétiques, il faut aussitôt poser la question : comment se fait-il que Soljenitsyne ait pu si longtemps sévir en URSS ? Qui avant tout (l'ormis lui-même) a tiré le plus grand profit de son activité ? Bref à qui sert l'affaire Soljenitsyne ?

SOLJENITSYNE : UN REJETON DU XXe CONGRES
Cet écrivain n'est pas parvenu tout seul à la notoriété publique en Europe occidentale. En 1956 au XXe congrès du P.C.U.S Krouchtchev lance une attaque en règle contre STALINE, contre la ferme direction que celui-ci a exercée dans le Parti pendant près de 30 ans, contre tous les acquis du peuple russe en 40 années d'édification du socialisme ; rejetant la dictature du prolétariat aspirant à restaurer le capitalisme la clique bourgeoise de Krouchtchev (dans le sillage de laquelle était déjà bien sûr Brejnev) va s'appuyer pour réaliser son dessein sur tous les nostalgiques de l'ancienne société du tsar, sur ceux qui justement pendant des années, se sont opposés à l'édification socialiste... Il faut des écrivains pour attaquer STALINE, pour calomnier les conquêtes du socialisme, Soljenitsyne sera un de ceux là. En même temps que dans le Parti une répression féroce s'abat pour éliminer les vrais communistes qui, fidèles à leur passé rejettent le rapport Krouchtchev, en même temps que les masses manifestent contre la «déstalinisation» et sont réprimés de manière sanglante (en Géorgie par exemple), la clique dirigeante du Kremlin donne la parole aux individus qui se sont illustrés par leurs activités contre-révolutionnaires du temps de STALINE. Pendant toute la guerre anti-fasciste Soljenitsyne avait attaqué sournoisement la conduite de la guerre, et celui qui la dirigeait de bout en bout : Staline (pour cette raison là il sera condamné à la fin de la guerre). La clique des renégats Krouchtchev fait appel à lui : lui donne la parole dans ses journaux, édite ses livres pour qu'il puisse déverser ouvertement sa haine du socialisme et de la dictature du prolétariat. Il deviendra un temps le chantre officiel de la ligne révisionniste. Son livre «une journée

d'Ivan Denisévitcha sera publié dans Novymir, revue officielle contrôlée par le gouvernement, de la littérature soviétique. Il sera même proposé pour le prix Lénine.

SOLJENITSYNE : UN REPOUSSOIR POUR LES MASSES SOVIETIQUES UTILISE PAR BREJNEV.
Mais le rôle de Soljenitsyne, les services qu'il a rendus au gouvernement «soviétique» ne s'arrêtent pas là. Dans sa haine du socialisme de la dictature du prolétariat, Soljenitsyne a dépassé largement les attaques du rapport Krouchtchev du XXe congrès. Il réhabilite les criminels notoires tel Vlassov ou les socialistes révolutionnaires, il n'attaque plus seulement STALINE mais aussi LÉNINE.

Brejnev sait bien le profond dégoût que suscite dans les larges masses les dernières attaques de Soljenitsyne. La Révolution en 1917, la guerre anti-fasciste, les acquis du socialisme ne sauraient être salis aux yeux des masses soviétiques, qui savent ce que leur ont coûté ces victoires, et ce qu'elles leur ont apporté. Les dirigeants soviétiques qui se parent du nom de communistes pour restaurer le capitalisme se sont bien gardés de procéder à ces attaques : ils connaissent cet attachement des masses pour le socialisme et ils tentent d'en profiter. C'est ainsi que la clique de Brejnev s'appuie sur ce dégoût pour apparaître aux yeux des masses comme de véritables communistes, comme les continuateurs de Lénine. Tout en encourageant sous le manteau la diffusion des dernières œuvres de Soljenitsyne, tout en lui laissant depuis des années une totale liberté pour communiquer avec l'étranger, y faire imprimer ses livres, entre autres en russe, elle affecte de mener une lutte intransigeante contre lui, et le dénonce aux yeux des masses... qui l'ont déjà rejeté.

Ce brevet falsifié que Soljenitsyne les a aidés à se décerner, les dirigeants soviétiques entendent bien l'utiliser dans la répression des masses soviétiques. Les révoltes qui se multiplient dans les usines contre l'exploitation capitaliste, dans les républiques soviétiques où les minorités nationales se révoltent contre l'oppression des nouveaux tsars du Kremlin, ces révoltes vont être amalgamées par la clique Brejnev aux activités anti-communistes de Soljenitsyne. Chaque affrontement entre les travailleurs d'une usine, ou

une minorité nationale d'une république, et la nouvelle bourgeoisie russe, sera présenté aux yeux des larges masses comme inspiré de ce même esprit anti-communiste qui les révolte dans l'œuvre de Soljenitsyne. Cela justifiera par avance la répression féroce que réserve la clique Brejnev à ces mouvements.

Pour être crédible devant les masses soviétiques, la «campagne» contre Soljenitsyne devait avoir une conclusion spectaculaire. C'est ainsi qu'a été préparée à grande publicité son expulsion : tout le monde savait depuis plusieurs jours que Soljenitsyne était convoqué devant la police, qu'il refusait de s'y rendre. En procédant ainsi, Brejnev fait coup double. D'un côté il apparaît aux yeux des masses comme luttant réellement contre la propagande de Soljenitsyne (qu'il laissait se développer depuis des années) ; de l'autre il se permet d'apparaître dans une certaine mesure comme un «libéral» aux yeux de la bourgeoisie des pays capitalistes : Soljenitsyne n'a été ni condamné, ni emprisonné, il ne perd rien, il est simplement expulsé. Car effectivement Soljenitsyne ne perd rien : son compte en banque a été soigneusement garni des années durant, en Suisse, avec l'argent des ventes de ses recueils anti-communistes traduits dans toutes les langues des pays capitalistes, et sa famille va le rejoindre.

Toute la propagande impérialiste en France comme en Europe ou aux USA, cache évidemment comment Soljenitsyne a été l'instrument des révisionnistes Krouchtchev pendant toute sa carrière. L'expulsion de Soljenitsyne est avant tout le prétexte dans les pays capitalistes occidentaux à une nouvelle campagne anti-communiste. Cette campagne repose sur deux falsifications : on présente l'URSS d'aujourd'hui comme le véritable pays socialiste, on amalgame crapuleusement, en s'appuyant sur Soljenitsyne, la ferme dictature du prolétariat qu'a exercée la classe ouvrière pendant près de 35 ans, dans la répression des nouveaux tsars. Les travailleurs démasqueront cette campagne anti-communiste : les plus âgés d'entre eux savent ce que représentait l'URSS de LÉNINE et de STALINE, ils ne la confondent pas avec le nouvel état social-impérialiste mis sur pied par les nouveaux tsars du Kremlin, de Krouchtchev à Brejnev. Soljenitsyne malgré le formidable soutien publicitaire dont il bénéficie, ne trompera pas les travailleurs.

partout où ils sont passés. Dans les territoires soviétiques occupés par les nazis, mais aussi en France, notamment dans les Vosges et le Doubs, où ils ont assassiné, torturé, violé, de nombreux résistants et patriotes. Voilà les gens que veut réhabiliter Soljenitsyne, et, comble de culot, il veut faire endosser la responsabilité de ces crimes à ... la société soviétique, c'est à dire la dictature du prolétariat dirigée par Staline.

«*Quelques milliers de jeunes ont retourné leurs armes contre leur Patrie dans les rangs de son ennemi le plus féroce. Il faut se demander qui est le plus coupable, ces jeunes ou leur vieille Patrie ? Ceci ne s'explique pas par une simple trahison, on doit en rechercher les racines dans la société soviétique elle-même...*» (Archipel Goulag)

Ces traites sont des «soviétistes» engagés dans la «division Vlassov» (du nom du général soviétique qui rejoignit les nazis en 1942) et combattant au sein de l'«armée hitlérienne». Ils sont restés célèbres par leurs crimes odieux

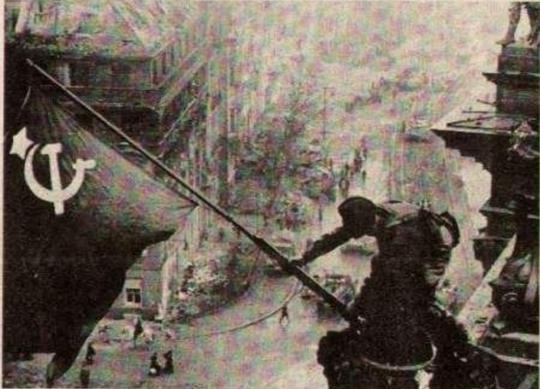
«*La perte de Pablo Néruda assombrirait pour longtemps l'époque de renaissance et de consolidation annoncée par votre gouvernement...*» a déclaré Sakharov à Pinochet Sans commentaire ! ... Rappelons simplement que Sakharov de l'académie des Sciences soviétique est au même titre que Soljenitsyne un de ces intellectuels qui ont droit largement à la parole pour attaquer les conquêtes révolutionnaires du peuple russe, sous Lénine et Staline.

caen: large succès du RASSEMBLEMENT COMMUNISTE

Le rassemblement communiste organisé vendredi dernier par les camarades de Caen a été un grand succès. Rassemblement à grande majorité ouvrière plus de 200 ouvriers, plus des 2/3 de la salle où étaient réunis au moins 350 personnes. Ouvriers français en majorité, mais aussi turcs, Portugais, arabes... Des jeunes et des moins jeunes : hommes et femmes de 40, 50 ans et plus. Les usines les plus importantes de Caen étaient représentées : Citroën, Saviem, SMN, Jaeger, avec notamment des jeunes filles syndicalistes de la CFDT. Les tentatives de la bourgeoisie d'empêcher le meeting : les salles habituellement accordées au P.C.F et aux trotskistes nous étant refusées, plusieurs coups de téléphone au directeur de la salle indiquant qu'un colis piégé était déposé, ces tentatives ont été déjouées, elles ont été impuissantes à entamer l'affluence, la force du meeting.

Le meeting avait donné lieu à une intense préparation militante avec la vente de centaines de vignettes dans les entreprises de CAEN. Peu avant le début du meeting avec des chansons révolutionnaires, les gens se pressaient en grand nombre aux stands parmi lesquels on remarquait notamment le stand de l'O.S.R. tenu par des camarades ouvriers d'un syndicaliste de longue date, a quitté le parti révisionniste ces dernières années. Des informations étaient données sur la grève de la Saviem qui a commencé lundi dernier pour 100 F d'augmentation mensuel et s'est étendue peu à peu à toute l'usine.

Présente aux stands et dans la salle, la classe ouvrière était largement représentée à la tribune : un camarade de Jaeger parlant du travail syndical dans son entreprise, un camarade de Lip secteur armement un ouvrier tunisien dénonçant à partir de son cas concret l'exploitation impérialiste, la femme d'un ouvrier en feu continu invitant les femmes à rejoindre le combat des communistes contre le régime capitaliste. Au cours du meeting présidé par André Roustan ouvrier maçon, un camarade rappela les perspectives révolutionnaires des marxistes-léninistes de Front Rouge tandis que Gilbert Murry montra le visage du vrai socialisme en Albanie et l'édification pas à pas après sa création du Parti de la classe ouvrière. Le meeting se termina par les témoignages de Tobias Engel (avec son film NO PINCHA) et de Paul Gay sur les luttes de libération nationale d'Afrique noire et du Moyen-Orient. La chaleur des applaudissements saluant les interventions, les réflexions de travailleurs nous disant à la fin du rassemblement combien ils étaient impressionnés par la bonne tenue de ce meeting, témoignaient que de plus en plus l'appel à rejoindre les vrais communistes sera entendu.



ceux qui aboient avec les ennemis du socialisme

«Pas marrant même à l'extrême gauche on est gêné pour parler de ce qui se passe en Chine et en URSS», écrit «Libération» à l'occasion de l'expulsion de Soljenitsyne. Ce qui n'empêche pas ce même journal d'écrire une colonne plus loin : «Il faut donc admettre, et Soljenitsyne le rappelle implicitement par sa description de l'univers concentrationnaire soviétique, que la grande majorité de la direction suprême du parti a été composée d'assassins et complices entre 1924 et aujourd'hui». Voilà une «gêne» très passagère pour

ANTIREVISIONNISME ou ANTICOMMUNISME ?

L'Humanité Rouge trouve qu'il y a du bon dans les romans de Soljenitsyne et le tapage fait autour : «l'essentiel», écrit HR à propos de Soljenitsyne, c'est que tous les dissidents entrent en lutte contre la domination fasciste des révisionnistes soviétiques. En cela leur lutte fait partie intégrante du combat de l'ensemble du peuple soviétique pour balayer les nouveaux tsars du Kremlin» Ainsi donc les calomnies anti-communistes que déverse Soljenitsyne, avec l'appui et la publicité de la clique Brejnev, deviennent pour l'HR une lutte contre cette même clique révisionniste, et Soljenitsyne, leur agent zélé, devient un combattant antirévionniste comme l'annonce la dernière une de l'HR.

de la dictature du prolétariat avec staline ...

Depuis 50 ans, Staline est et reste la principale cible des attaques de tous ceux qui, dans le monde entier, craignent comme la peste la dictature du prolétariat et le socialisme. Tous ces gens-là, capitalistes, révisionnistes, réformistes, trotskistes s'acharnent avec haine contre l'œuvre immense du digne successeur de Lénine.

STALINE, DIRIGEANT APRES LA MORT DE LÉNINE DE L'EDIFICATION DU SOCIALISME EN URSS

Au lendemain de la mort de Lénine, Staline eut à faire face à cette tâche immense, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité : édifier le socialisme. Et ce, dans les conditions de l'encerclement capitaliste et avec toutes les infiltrations et sabotages des ennemis de l'intérieur. En 1920, après 3 ans de guerre impérialiste et autant de guerre «civile» où le peuple russe repousse l'invasion des pays impérialistes qui veulent abattre le premier Etat socialiste, le pays est saigné à blanc ; son économie est à zéro et la famine menace.

Alors s'engage une lutte à mort dont l'enjeu n'est autre que : qui l'emportera en URSS, le socialisme ou le capitalisme ? Cette bataille fut d'abord menée par Lénine, secondé par Staline, puis après la mort de Lénine, Staline en prit la tête. La Nouvelle Politique Economique (la NEP), l'édification des bases d'une industrie lourde, l'électrification du pays, furent autant de batailles à mener contre les ennemis infiltrés dans le Parti, autant de batailles pour doter l'URSS d'une industrie socialiste, base économique indispensable de la dictature du prolétariat.

Autre bataille décisive, celle de la collectivisation de l'agriculture, pour créer les bases d'une agriculture socialiste, pour faire face aux besoins alimentaires des masses. Aucun ravitaillement n'arrivait dans les villes. La famine menaçait la classe ouvrière et l'Armée Rouge et, pendant ce temps, dans les campagnes, la koulaks (les paysans riches qui avaient acquis la

plupart des terres abandonnées par les propriétaires fonciers) sabotaient la production et refusaient de vendre le blé qu'ils avaient en excédent. Sous la direction de Staline, une grande campagne est lancée pour la réquisition du blé excédentaire, la liquidation des koulaks en tant que classe et le développement de la collectivisation. Dès 1928, l'Etat soviétique dispose de réserves de blé suffisantes.

STALINE DEFENSEUR DE LA DEMOCRATIE PROLETARIENNE

La dictature du prolétariat, c'est la dictature la plus ferme contre les ennemis du peuple, et la démocratie la plus large pour le peuple. Afin que les peuples soviétiques puissent mieux



combattre leurs ennemis, Staline eut le souci constant d'armer les masses du léninisme. C'est à cette époque que furent très largement diffusés les œuvres de Lénine, que se multiplièrent les écoles du Parti, jusque dans les moindres villages. C'est également Staline qui apporta une immense contribution au marxisme-léninisme en écrivant : «les principes du léninisme».

Contrairement à tout ce que peuvent dire ses détracteurs, la dictature du prolétariat sous Staline s'appuyait sur une large mobilisation des masses. La lutte contre les koulaks a été menée par le peuple lui-même : des équipes d'ouvriers ont été envoyées dans les campagnes pour aider les paysans pauvres à s'organiser, à démarrer la collectivisation, et aussi pour chasser

les koulaks et récupérer le blé qu'ils cachaient. Quant aux fameux procès de 1936 et 1937 contre les traîtres de la bande Trotski-Boukharine, infiltrés jusque dans l'appareil du Parti, ils furent publics, et tous les travaux furent entièrement publiés dans la presse soviétique ainsi que dans les langues étrangères ; ils furent soutenus par les masses.

STALINE, GUIDE DE L'ARMEE ROUGE CONTRE L'AGRESSION NAZIE

Quand, en 1939, Staline signe le pacte de non-agression avec l'Allemagne nazie, il savait bien que tôt ou tard, Hitler attaquerait l'URSS, mais il savait aussi que les autres impérialistes européens s'activaient pour que cette bataille ait lieu le plus tôt possible et qu'ils avaient, dans ce but, refusé toutes les propositions soviétiques pour faire face aux menaces fascistes. Le pacte de non-agression germano-soviétique procura donc à l'Armée Rouge quelques temps de répit qu'elle mettra à profit pour s'organiser et se renforcer encore plus. Quand, en 1941, l'Allemagne nazie lance sa brutale offensive contre l'Union Soviétique, le rapport de forces n'est pas favorable à l'Armée Rouge et celle-ci doit reculer, céder aux nazis une grande partie du territoire soviétique, les hitlériens avancent jusqu'aux portes de Moscou. Staline reste à son poste, à Moscou et il mobilise les peuples soviétiques pour repousser l'agression : «il ne faut laisser à l'ennemi ni une machine, ni un wagon, ni une seule livre de blé, un seul litre de carburant... Tout objet de quelque valeur qui ne peut être évacué doit être détruit sans hésitation... Dans les territoires occupés par l'ennemi, des groupes de sabotage doivent être créés, des groupes de guérillas doivent être créés, des groupes de sabotage organisés pour combattre l'ennemi... Les conditions de vie doivent être rendues insupportables à l'ennemi et à tous ses complices. Ils doivent être pourchassés et anihilés partout où cela est possible».

Sous la direction de Staline, plus d'un millier d'usines sont démontées pièce par pièce et transportées dans l'Oural

pour y poursuivre l'effort de guerre, les mines du Donbass sont inondées. L'ennemi ne trouve plus rien quand il arrive, et les partisans s'organisent dans les territoires occupés. Car, encore une fois, c'est sur le peuple que comptait Staline pour repousser l'agression. Soutenu par la guérilla populaire sur les arrières de l'ennemi, la contre-offensive soviétique démarre en juillet 42 et se termine en janvier 43 par la glorieuse bataille de Stalingrad. Tout l'Europe avait alors les yeux tournés vers les combattants soviétiques qui s'élançaient à l'assaut aux cris de «vive Staline». Et effectivement, la victoire de Stalingrad a sonné le glas des fascistes hitlériens et l'Armée Rouge a ainsi pu libérer une bonne partie de l'Europe, de Varsovie jusqu'à Berlin : grâce à Staline et aux peuples soviétiques au sacrifice de 20 millions d'entre eux pour abattre le nazisme.

Plus tard, la destruction de tout ce qui rappelait le grand dirigeant, statues, plaques de rue, etc... a donné lieu à de nombreuses manifestations, réprimées dans le sang, d'hostilité à la politique révisionniste. Révémment encore, lors de la projection à Moscou d'un film sur la dernière guerre, l'apparition de Staline sur l'écran a suscité des applaudissements chaleureux.

Le meilleur démenti à toutes les calomnies déversées sur Staline, c'est bien la confiance que lui témoignent toujours les masses soviétiques. Après le 20ème congrès du PCUS, un grand nombre de membres du Parti ont exigé du C.C. une appréciation réellement marxiste du rôle de Staline. A tel point que les révisionnistes ont été obligés de dissoudre une série d'organisations du Parti.

Les calomnies antistaliniennes paraissent bien ridicules à côté de ses immenses réalisations. Et à côté du développement que connaît aujourd'hui le marxisme-léninisme, en Chine et en Albanie, grâce à l'expérience, avec ses victoires et ses difficultés, accumulée par Staline.

... à la dégénérescence révisionniste avec brejnev

3 ans après la mort de Staline, le XXe congrès du P.C.U.S décide de «libéraliser», c'est à dire d'ouvrir toute grande la porte aux bourgeois et aux capitalistes, sous prétexte de desserrer l'étau stalinien.

LA RESTAURATION DE L'ECONOMIE CAPITALISTE

En 62, l'économiste soviétique Liebermann propose qu'on franchisse un pas décisif dans la restauration du capitalisme : selon lui il faut que le profit soit le point de référence universel, qu'il redevienne le moteur de l'économie. C'est le «Nouveau Système Economique». Dès 1969, les révisionnistes ont modifié complètement le fonctionnement des entreprises : les organismes dirigeants sont remplacés par des hommes du nouveau capital, des «experts». Les chefs d'entreprise ont des droits énormes : ils embauchent qui ils veulent, ont le droit de choisir leur production sans tenir compte du plan, de vendre des locaux ou des machines, d'en acheter d'autres sans qu'il y ait de contrôle, de se répartir selon leur bon vouloir une partie importante des bénéfices. Ces nouveaux capitalistes sous-estiment systématiquement le rendement de «leurs» usines pour pouvoir vendre, en toute tranquillité par rapport aux plans, le «surplus» au prix fort sur le «marché libre». L'Etat conseille de former des «entreprises conjointes», qui, pour leur gestion, «peuvent utiliser le tableau organisationnel du capital

monopoleur américain». Les entreprises d'un même secteur économique ou d'une même région sont concentrées entre les mains d'un même capitaliste. De véritables monopoles se forment, absorbant les usines plus petites.

Pour augmenter leurs profits, les révisionnistes ont favorisé le développement du secteur privé. C'est particulièrement net à la campagne : les parcelles individuelles fournissent 65% des tomates, 54% des fruits, 40% de la viande, 67% des œufs. Le bétail privé, de 1965 à 1967, a augmenté 1.400.000 bêtes. Des directeurs de kolkhoses d'approprient des terres d'Etat, utilisent pour eux les fonds du kolkhose, font travailler pour eux des petits paysans.

Restaurant le capitalisme jusqu'au bout, les nouveaux maîtres de l'URSS ont restauré également la suprématie de la Russie sur les autres républiques. Au nom de la «division sociale du travail», ils ont transformé de nombreuses républiques en sources de matières premières, en colonies. L'Ouzbékistan a dû se spécialiser dans le coton, la Kirghizie dans les pâturages d'élevage... Le développement industriel y est maintenu à un niveau très faible. La circulation des marchandises de vente au détail par habitant est de deux à trois fois inférieure à celle de la Russie. Le revenu national par habitant, par rapport à la base «100» moyenne de toutes les républiques, montre leur développement très inégal :

République russe :	111,7%
Kirghizie :	61,1%
Turkménie :	73,6%
Tadjikistan :	56,4%
etc...	

L'URSS SUBIT LA CRISE CAPITALISTE.

L'inflation touche maintenant l'URSS au même titre que les pays capitalistes occidentaux ; les prix augmentent : entre 72 et 73 la viande a augmenté de 30%, l'huile de 25%. La pénurie est organisée pour faire monter le prix du «marché libre», où l'on trouve par exemple, l'essentiel des fruits et légumes. De 1959 à 1965, les prix de la farine, du coton, des chaussures, ont augmenté de 47%.

Le chômage, les licenciements collectifs frappent la classe ouvrière car de nombreuses usines ferment comme l'usine sidérurgique «Octobre Rouge» en 1967. Les salaires des travailleurs sont loin de suivre la hausse des prix : entre 59 et 63, ils n'ont augmenté que de 18,9%. L'écart se creuse pour les salaires : la hiérarchie est de 1 à 100 (Chine : 1 à 3). L'intensification du travail a été remise à l'ordre du jour au 24ème congrès. Le 9ème plan prévoit 40% d'augmentation de la «productivité», venant principalement du travail des ouvriers, sous ce terme, les capitalistes désignent en fait une forte intensification du travail.

REPRESSION DES MASSES

Malgré la série de décrets qui

ANGLETERRE LES MINEURS TEMOIGNENT

«travailleuse ou conservateur, le nouveau gouvernement devra payer nos revendications»

La grève des heures supplémentaires ayant été sans résultat, les mineurs ont décidé à une très forte majorité (81%) la grève totale : arrêt de la production, arrêt de l'entretien et «piquets volants» afin d'empêcher tout transport de charbon vers les usines ou les centrales électriques. Loin de faire reculer leur lutte, le chantage de Heath et sa décision d'organiser les élections anticipées n'ont fait que renforcer leur combativité. Alors qu'ici, en Angleterre, la presse et la télé ont pendant toute la semaine présenté les mineurs comme des extrémistes irresponsables, en ayant recours à une propagande des plus réactionnaire du type : «les rouges sont sous chaque lit», plus que jamais la solidarité active de toute la classe ouvrière anglaise entoure les mineurs dans leur lutte.

C'est ce que nous avons constaté partout où nous sommes allés, que ce soit dans le Kent ou dans la région londonienne. A Deal où la maison des mineurs est transformée en véritable quartier général d'où partent les «piquets volants» avec leurs tracts et leurs journaux dès qu'un train ou un bateau de charbon ou de fuel est annoncé. A Londres où un mineur expliquait Jeudi, dans un café, devant 60 personnes, les raisons de la grève. Chaque jour qui passe renforce la combativité des mineurs, comme le montrent ces 2 mineurs du piquet de grève de Battersea que nous avons interviewés.

Non, la manœuvre de division de Heath n'a pas eu les résultats escomptés et si le cirque électoral bat son plein, ce qui ressort des discussions que nous avons eues avec les travailleurs, ce sont leurs véritables préoccupations : le chômage, la législation anti-grève, la hausse des prix... Non, que ce soit les conservateurs ou les travaillistes qui gagnent les élections, ce n'est pas ce qui empêchera les mineurs de continuer leur grève : c'est ce que nous a dit un des mineurs interviewés.



Front Rouge : En décidant la grève totale, votre lutte a franchi une nouvelle étape. Comment cela se manifeste-t-il ?

John : «La grève des heures supplémentaires n'a rien donné. Ce que nous proposons le National Coal Board (les Houillères) est ridicule : 7% cela est loin de compenser la hausse des prix.»

Ted : «Le seul résultat de la grève du zèle a été de montrer combien la production repose sur les heures supplémentaires puisqu'elle a alors baissé de 30 à 40% ! Aujourd'hui c'est toute la production qui est arrêtée. Ici on fait le piquet pour empêcher tout approvisionnement de la centrale électrique en charbon, mais dans les gares et les ports il y a des «piquets volants» qui empêchent aussi la circulation du fuel...»

John : «Faire la grève totale c'était refuser la trêve électorale que Heath voulait nous imposer. De toutes façons, en ce qui me concerne... pour les mineurs, les travaillistes ou les conservateurs, ce serait pareil.»

Front Rouge : Le gouvernement, par sa presse et sa télé, a essayé de dresser les autres catégories de travailleurs contre vous. Qu'en est-il ?

Ted : «Le problème c'est la popularisation, on a dû faire plus de 200 meetings dans les 6 dernières semaines. Mais ce qui est le plus important c'est les «piquets volants» : dès qu'un bateau ou un train se prépare à transporter du charbon ou du fuel, un piquet y va, avec des tracts et des journaux, et discute avec les cheminots, les marins ou les dockers.

Hier à Immingham les dockers ont refusé de décharger 4000 T. du Fenici. Et partout les gens nous soutiennent.

Front Rouge : La Grande Bretagne est rentrée dans le Marché Commun en 72. Quelles en ont été les conséquences pour les travailleurs ?

Ted : «Avant l'entrée dans la CEE on importait beaucoup de Nouvelle Zélande, d'Australie... ça nous donnait du mouton par cher, du beurre, du lait, de la viande. Maintenant pour l'ouvrier la viande est un luxe. Avant le bœuf faisait partie de nos repas, maintenant le bœuf coûte des Livres et des Livres ; on en n'achète plus que pour les fêtes... Avec la CEE on peut avoir de l'acier, du gaz, du charbon pour ça c'est intéressant, mais pour l'ouvrier, pour ce qu'il peut acheter, ça a augmenté. Quand je pense que la Llyods'Bank a osé se vanter d'avoir fait 75% de profits en 73... Avec ça il y aurait de quoi satisfaire nos revendications pendant 10 ans !»

Front Rouge : Actuellement il y a au moins 2,3 millions de chômeurs qu'en est-il dans les mines ?

John : «Effectivement on ne se bat pas uniquement contre la hausse des prix. Chaque semaine il y a 5 à 600 mineurs qui quittent la mine, à cause des salaires mais aussi à cause du rendement qu'on nous demande, il a doublé depuis la nationalisation en 1947. Et puis il y a les accidents, la silicose... entre les deux il y a bien dû y avoir 30.000 morts depuis 47. Il ne se passe pas un jour sans que l'un de nous soit blessé.»

Ted : «De toutes façons, à Deal, je ne pourrais pas trouver un autre travail,

beaucoup de petites usines ont fermé. Même des patrons de boîtes moyennes ont fermé en disant : «3 jours c'est pas rentable...»

Front Rouge : En promulguant la «Nouvelle Loi sur les Relations Industrielles» le gouvernement visait à renforcer son arsenal anti-grève. Comment cela se manifeste-t-il ?

Ted : «En fait aucun tribunal n'a osé l'appliquer... Quand il a été voté il y a eu des manifestations, des meetings... On ne pouvait pas laisser passer une chose pareille ; cela a certainement créé plus d'ennuis au gouvernement que ça n'en a empêché. Il y a même eu des grèves pour s'y opposer. Et puis, en cherchant à diviser les organisations de travailleurs entre elles, ils n'ont fait que renforcer la solidarité : il n'y a qu'à voir maintenant...»

John : «Seulement si on n'est que 6 au piquet, ici, c'est justement parce que l'on a pas le droit d'être plus ; les flics à côté, sont là pour voir si on ne dépasse pas le nombre... alors le jour où ils voudront forcer le piquet on ne pourra pas grand-chose, c'est pour cela que le soutien des autres travailleurs est si important.»

Front Rouge : Au bout d'une semaine de grève totale, comment voyez-vous la suite ?

Ted : «On a commencé, on continuera. Les stocks de charbon sont limités à 4 semaines... En 72, on a fait grève, on a eu ce qu'on voulait. Mon grand-père a fait grève en 1926 pendant 7 mois, alors... Conservateurs ou Travaillistes, il faudra bien nous donner satisfaction, surtout que chaque jour nous apporte un nouveau soutien.»

WASHINGTON

divergences entre les neuf européens sur les questions énergétiques !

Les divergences qui ont éclaté entre les 9 européens à la conférence de Washington sur l'énergie, ont largement dominé cette dernière. Pressés de résoudre le problème de leur approvisionnement énergétique et celui du prix de cet approvisionnement, les pays présents à Washington avaient le choix entre 2 tactiques :

* Celle préconisée par Nixon, de la constitution d'un front commun des pays consommateurs capable d'imposer leur volonté aux pays producteurs et de les contraindre à baisser le prix du pétrole brut. Une telle proposition dans l'esprit de Nixon et de Kissinger devait permettre aux USA d'accentuer leur domination par le biais des compagnies US du cartel qui contrôlent pour une large part l'approvisionnement de l'Europe et du Japon, et de contrecarrer les signatures d'accords d'Etat à Etat qui mettent à l'écart les compagnies.

* Celle préconisée par la France qui consiste justement dans ces négociations d'Etat à Etat. De tels contrats s'ils permettent de garantir un certain approvisionnement, n'apportent, par contre, aucune garantie dans les prix. C'est pourquoi la France a joint à ses propositions celle de réunir une conférence mondiale sur l'énergie, où seraient discutés les problèmes avec les pays producteurs, et sur laquelle l'impérialisme US aurait beaucoup plus de mal à assurer sa domination.

Si la France a été isolée à Washington, il ne faudrait pas conclure que l'impérialisme US est arrivé à imposer son point de vue aux 8 pays européens. Certes figurent dans le communiqué des paragraphes signés par tous sauf la France, mettant sur pieds des groupes de coordination des pays producteurs pour préparer les négociations avec les pays producteurs et pour étudier le recours à de nouvelles sources énergétiques : c'est une première matérialisation de ce front commun. Mais comme rien n'a pu être fait à Washington contre la négociation directe d'Etat à Etat,

comme des pays tels que le Japon, l'Allemagne, l'Angleterre ont signé le communiqué de Washington, tout en négociant directement de la même façon que la France : les contrats avec les pays producteurs comme l'Irak, l'Iran, l'Arabie Saoudite... rien de décisif n'est encore fait ! le cadre dans lequel devait se mener la négociation sur la baisse du pétrole avec les pays producteurs n'est pas encore en place. Le choix des 8 qui ont signé le communiqué de Washington provient avant tout de la grande dépendance énergétique vis à vis des USA. La France elle-même qui dispose de plus de moyens que ses partenaires (voir ci contre), dépend pour plus de 50% des compagnies du cartel pour son approvisionnement pétrolier. C'est cette dépendance relative qui a déterminé son opposition calculée aux propositions US : répondre à la convocation de Washington mais ne pas signer certains passages des communiqués.

Ces divergences entre les pays européens situent clairement les choix devant lesquels sont placés leurs chefs de file. La question n'est nullement Europe ou pas Europe, l'intégration européenne est trop avancée, elle n'est pas réversible ; d'ailleurs aucun des partis de la bourgeoisie en France comme dans les autres pays n'envisage sérieusement dans son programme le départ de la «communauté». Non, l'alternative qui se pose, c'est construire une Europe totalement dépendante économiquement et donc politiquement de l'impérialisme US, ou au contraire construire une Europe, en alliance avec l'impérialisme US au départ, mais disposant d'une réelle indépendance.

Sur chacune des questions (défense, énergie pétrolière, énergie nucléaire, monnaie), la question de la dépendance à l'égard des USA, des moyens et des possibilités de s'en affranchir, se greffe sur le problème de la construction européenne.

quels sont les «atouts» de l'impérialisme français pour l'approvisionnement énergétique

Quelles raisons guident aujourd'hui l'impérialisme français dans son opposition, mesurée, mais tranchée, aux propositions énergétiques US ? Quel est le but poursuivi et en quoi l'impérialisme français a-t-il, plus que ses partenaires de l'Europe, les possibilités de mener une politique indépendante de celles des USA ? Pour mener sa politique énergétique l'impérialisme français dispose aujourd'hui de 3 atouts qu'aucun de ses partenaires ne possède à un niveau égal ni ne conjugue.

1)-DES RELATIONS PRIVILEGIEES AVEC LES PAYS Arabes PRODUCTEURS DE PETROLE DU MOYEN ORIENT ET D'AFRIQUE DU NORD. Ces relations sont issues de la position politique prise par l'impérialisme français particulièrement depuis la guerre de 67 par rapport à Israël : «condamnation» de l'agression d'Israël de juin 67, embargo décrété publiquement (mais tourné par la suite) sur les armes «à destination des belligérants», qui visait les mirages destinés à Israël, soutien de la revendication de retrait des territoires occupés de l'Egypte, et de la Syrie... Les «bonnes» relations entre les pays arabes et la CEE ne datent, elles, que d'octobre-novembre dernier où souffrant au plus haut point de l'embargo sur le pétrole, les 9 ont rédigé, sous l'impulsion de la France, une motion de soutien aux pays arabes. La France dispose donc de plusieurs longueurs d'avance renforcées par sa position à Washington pour signer ces fameux contrats d'Etat à Etat qui mettent à

l'écart les compagnies US du cartel : avec l'Arabie Saoudite, l'Irak, la Lybie et le Koweït sans compter l'Algérie, de tels accords sont signés ou en voie de l'être.

2)- L'EXISTENCE D'UNE COMPAGNIE PETROLIERE FRANCAISE. Avec 35% de capitaux d'Etat, la CFP, qui, sans être de la taille des grandes compagnies US, est tout de même la 8ème ou 9ème compagnie mondiale. L'existence d'une telle compagnie (à laquelle il faut adjoindre Elf Erap société nationale de taille nettement moins importante), permet à l'impérialisme français de tirer profit directement de ses bonnes relations avec les pays arabes. En Irak, par exemple, il y a 2 ans, lors de la nationalisation de l'Irak Pétroleum Company, société chargée de l'extraction du pétrole, dont les compagnies du cartel se partageaient les parts CFP comprise, un sort spécial avait été fait aux avoirs de la CFP (qui à cette époque en tirait un tiers de son pétrole brut) alors que les compagnies US perdaient définitivement leurs concessions. Aujourd'hui encore l'Irak offre à la CFP et à Elf Erap la signature de nouveaux contrats !

3)- UNE POSITION AVANTAGEUSE DANS L'ACHEMINEMENT VERS L'ENERGIE NUCLEAIRE - Qu'il s'agisse de la possession des mines d'uranium ou du procédé de fabrication de cette énergie nucléaire. Pechiney Ugine Kulmann exploite déjà par le biais de filiales ou de participation, des gisements en France (Corrèze, Creuse, Lozère) en Afrique (Gabon, Niger, République Centre

Africaine). Il a aussi acquis des droits de prospection au Canada, Australie, en Afrique du Sud, en Iran, au Brésil, en Indonésie, et aussi... aux USA. Pechiney s'assure ainsi une position très importante sur les gisements d'uranium déjà exploités ou à mettre en exploitation. A cela s'ajoute la maîtrise qu'a acquis, au départ à des fins militaires, l'impérialisme français dans l'enrichissement de l'uranium, et la construction de réacteurs nucléaires : le procédé français de diffusion gazeuse est parfaitement au point, et aucun pays européen ne peut se targuer d'en être déjà à ce stade. Pechiney, encore lui, a investi dès 1969 dans différents stades de production d'énergie nucléaire, entre autres le traitement de l'uranium extrait, déjà, il produit 15 à 20% de la production mondiale d'hexa fluorure d'uranium, forme sous laquelle on enrichit l'uranium.

C'est sur cette position non seulement avantageuse par rapport aux autres pays européens, mais aussi compétitive au regard des positions US, que l'impérialisme français fonde sa position politique : convaincre les 8 autres européens de la possibilité de mener une politique énergétique indépendante des USA, par la mise au point de projets communs comme elle tente de le faire avec EURODIF, avec les contrats pétroliers d'Etat à Etat, avec une conférence arabo-européenne... Parce que dans la mise au point d'une politique énergétique européenne commune, l'impérialisme français estime avoir tous les atouts pour se placer en position dominante.